



15 novembre 2019 - Communiqué de presse

Titres-services : négociations dans l'impasse

1,1%, c'est beaucoup trop !

Les négociations pour de nouvelles conditions de travail et de salaires dans le secteur des titres-services sont dans l'impasse suite au refus du ban patronal d'augmenter les salaires de 1,1%, comme cela se fait dans la plupart des secteurs. Pour les employeurs des titres-services, il n'y aurait pas de marge et impossible d'accorder plus que des miettes. Pour les 140.000 aide-ménagères, l'enjeu est de taille.

Devant un tel mépris envers les aide-ménagères, les organisations syndicales ont décidé de claquer la porte. Pour nous, on ne peut pas négocier dans un secteur comme celui-là sans prendre en compte un certain nombre de paramètres : c'est un secteur largement subsidié, majoritairement féminin, avec de nombreux temps-partiels, volontaires ou non et beaucoup de familles monoparentales. Ajoutons que le salaire minimum y est de 11,04 €, ce qui a pour conséquences que de nombreuses travailleuses vivent, malgré la pénibilité de leur travail, sous le seuil de pauvreté.

Et malgré ces constats, les employeurs considèrent qu'une prime unique nette, sous forme d'éco chèques équivalent à 0,6% net de la marge salariale, serait suffisante. Pour rappel, la norme pour les négociations sectorielles 2019-2020 a été fixée à 1,1%. Pour un temps-plein, cela correspond à un éco chèque de 130 €. Mais pour la plupart des travailleuses, occupées à temps partiel, il ne s'agira en réalité que de 65€.

Un tel mépris envers ces travailleuses est intolérable.

Deux choses sont essentielles.

Premièrement, pour nous les marges existent. Les grosses entreprises commerciales vont bien et même très bien. Pour comprendre, il suffit de voir les bénéfices qu'elles engendrent et les dividendes qu'elles distribuent. De plus, ces mêmes entreprises sont aussi celles qui occupent le plus de travailleurs. Prétendre qu'il n'y a pas d'argent quand il est mal utilisé, c'est se moquer des travailleuses.

Deuxièmement, nous avons reçu ces dernières années de plus en plus de signaux indiquant que les salaires bruts dans le secteur doivent augmenter d'urgence, qu'il n'est pas possible de rester dans le secteur jusqu'à la pension et que les possibilités de soutien et de formation sont minimales, certainement dans les grandes entreprises commerciales.

Nous ne sommes pas les seuls à l'affirmer. De plus en plus d'études vont dans ce sens. Ce n'est pas avec cette lamentable proposition des employeurs que les choses vont aller mieux. Bien au contraire. Cela prouve seulement que ces travailleuses ne sont ni appréciées ni respectées. Pas même par leurs propres employeurs. On oublie trop facilement que ces travailleuses font en sorte que plus d'un million de familles se retrouvent quotidiennement dans une maison bien propre grâce à leur aide-ménagère.

Le front commun syndical a donc introduit un préavis de grève à durée indéterminée et mènera des actions dans les semaines à venir.